

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « indice pivot 132,65 » sont remplacés par les mots « indice pivot 138,01 ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels du 27 juin 1988 et 27 décembre 1988, les mots « 30 juin 1989 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 1989 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1989.  
Bruxelles, le 1<sup>er</sup> septembre 1989.

Ph. BUSQUIN

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 89 — 1864

2 OCTOBRE 1989. — Arrêté royal  
relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8,25 p.c. 1989-1996

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1948 portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours de l'exercice 1946 et antérieurement, notamment l'article 33;

Vu les lois de finances pour les exercices 1946, 1972, 1979, 1982, 1986 et 1988;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens pour chacun des exercices 1947, 1949 à 1957, 1975 à 1978, 1980, 1981, 1983 à 1985, 1987 et 1989;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens et le budget des recettes extraordinaires pour chacun des exercices 1958 à 1971, 1973 et 1974;

Considérant que ces lois, chacune pour l'exercice qu'elle concerne, autorisent le gouvernement à couvrir par des emprunts, soit l'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes budgétaires, soit le remboursement d'obligations à leur échéance finale ou facultative;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 8,25 p.c. 1989-1996 ».

Art. 2. L'emprunt est représenté par :

— des obligations au porteur de 10 000 francs, 20 000 francs, 50 000 francs, 100 000 francs et 500 000 francs.

Les coupures de 10 000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

— des inscriptions nominatives tenues au Grand-Livre de la Dette publique ne donnant lieu à aucune délivrance d'obligations.

Les inscriptions nominatives peuvent ultérieurement être converties en obligations au porteur et inversement.

L'emprunt porte intérêt au taux de 8,25 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1989. Les intérêts sont payables le 16 octobre des années 1990 à 1996.

Art. 3. L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis, est affectée, selon un étalement annuel normal, adapté si nécessaire à l'état du marché, au rachat du capital à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances détermine éventuellement sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut être poursuivi.

Les fonds destinés aux amortissements annuels sont mis à la disposition de la Caisse d'amortissement à partir du 16 octobre de chacune des années 1990 à 1995 au fur et à mesure des besoins qu'elle aura notifiés au Service de la Dette publique.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « spilindexcijfer 132,65 » vervangen door « spilindexcijfer 138,01 ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 juni 1988 en van 27 december 1988, worden de woorden « 30 juni 1989 » vervangen door de woorden « 31 december 1989 ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1989.  
Brussel, 1 september 1989.

Ph. BUSQUIN

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 89 — 1864

2 OKTOBER 1989. — Koninklijk besluit  
betreffende de uitgifte van de 8,25 pct. Staatslening 1989-1996

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1948 houdende aanrekening op de algemene begroting van de gedurende het dienstjaar 1946 en vroeger door schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierde uitgaven, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de financiewetten voor de dienstjaren 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 en 1988;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting voor elk van de dienstjaren 1947, 1949 tot 1957, 1975 tot 1978, 1980, 1981, 1983 tot 1985, 1987 en 1989;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting en de begroting van de buitengewone ontvangsten voor elk van de dienstjaren 1958 tot 1971, 1973 en 1974;

Overwegende dat deze wetten, elk voor het dienstjaar dat hen betreft, de regering machtigen om, hetzij het overschot van de begrotingsuitgaven op de begrotingsontvangsten, hetzij de terugbetaling van obligaties op hun eind- of facultatieve vervaldag door middel van leningen te dekken.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onze Minister van Financiën wordt gemachtigd, om onder de door hem vast te stellen voorwaarden, een binnenlandse lening genaamd « 8,25 pct. lening 1989-1996 » uit te geven.

Art. 2. De lening is vertegenwoordigd door :

— toonderobligaties van 10 000 frank, 20 000 frank, 50 000 frank, 100 000 frank en 500 000 frank.

De coupures van 10 000 frank worden slechts als bijpassing afgeleverd.

— inschrijvingen op naam in het Grootboek der Staatsschuld evenwel zonder aflevering van de obligaties.

De inschrijvingen op naam kunnen achteraf omgezet worden in toonderobligaties en omgekeerd.

De lening rent 8,25 pct. 's jaars vanaf 16 oktober 1989. De rente is betaalbaar op 16 oktober van de jaren 1990 tot 1996.

Art. 3. De lening wordt afgelost overeenkomstig onderstaande modaliteiten.

Een jaarlijkse dotatie van 5 pct. van het uitgegeven nominaal kapitaal, ieder jaar vermeerderd met de rente van de afgeloste kapitalen, wordt op grond van een normale jaarspreiding, zo nodig aangepast aan de markttoestand, aangewend tot terugkoop van het kapitaal tegen koersen die het pari van de nominale waarde niet overschrijden.

Indien de koers het pari overtreft, bepaalt Onze Minister van Financiën eventueel onder welke voorwaarden de aflossing door terugkoop mag worden voortgezet.

De voor de jaarlijkse aflossingen bestemde fondsen worden ter beschikking van de Amortisatiekas gesteld vanaf 16 oktober van elk der jaren 1990 tot 1995 naargelang van de door haar aan de Dienst van de Staatsschuld genotificeerde behoeften.

Het niet gebruikte gedeelte van de aflossingsdotaties wordt niet overgebracht.

Le capital non amorti le 16 octobre 1996 est remboursable à cette date au pair de la valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt et remboursables au pair à la même échéance et selon les mêmes modalités d'amortissement.

Art. 4. Moyennant un préavis d'un mois à publier, par arrêté ministériel, au *Moniteur belge*, l'Etat se réserve le droit de rembourser par anticipation le capital non amorti à :

- 102 p.c. le 16 octobre 1993;
- 101,25 p.c. le 16 octobre 1994;
- 100,75 p.c. le 16 octobre 1995.

Les obligations présentées au remboursement anticipé devront être munies des coupons d'intérêt non échus à la date d'exigibilité du capital; le montant des coupons manquants sera bonifié au Trésor.

Art. 5. La souscription publique à l'emprunt sera ouverte le 3 octobre 1989; elle sera close le 13 octobre 1989. Il pourra toutefois y être mis fin avant cette dernière date.

Les souscriptions reçues le jour de la clôture pourront éventuellement être soumises à répartition; dans ce cas, les sommes versées en trop par les souscripteurs leur seront restituées sans bonification d'intérêt.

Les souscriptions seront reçues à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province, chez les banques, banques d'épargne et agents de change établis en Belgique, ainsi que chez les établissements financiers du secteur public établis en Belgique qui sont autorisés à participer au placement de l'emprunt.

Art. 6. Le capital de l'emprunt peut également être cédé ferme ou donné en option.

Art. 7. Le prix d'émission sera fixé par Notre Ministre des Finances au plus tard le 3 octobre 1989. Il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit suivant les modalités définies à l'article 8 ci-après, en obligations de l'emprunt de l'Etat 1980-1984-1989, remboursables à l'échéance finale du 15 octobre 1989.

Art. 8. Les obligations de l'emprunt de l'Etat 1980-1984-1989 remises en paiement de souscriptions sont à présenter tous coupons détachés.

Elles sont reprises à 101,50 p.c. de leur valeur nominale et donnent droit:

- 1° à un même capital nominal du nouvel emprunt;
- 2° au paiement en espèces:
  - a) de l'intérêt de la dernière année;
  - b) de la différence entre la valeur de reprise des obligations déposées et le prix d'émission du nouvel emprunt.

Art. 9. Si le prix d'émission du nouvel emprunt est supérieur à la valeur de reprise des obligations déposées, la différence doit être versée en espèces par le souscripteur.

Art. 10. Des obligations au porteur munies de six coupons d'intérêt annuels pour les échéances du 16 octobre des années 1990 à 1995 — l'intérêt de la dernière année étant payable sur présentation de l'obligation — seront délivrées aux souscripteurs au plus tard le 16 janvier 1990.

Ces obligations sont revêtues de la griffe du Ministre des Finances, ainsi que de celles du directeur général de la trésorerie et de l'inspecteur général chargé du service de la dette au porteur. Elles sont munies du timbre du Ministère des Finances et revêtues du visa de la Cour des comptes. Les coupons portent l'empreinte du timbre spécial de contrôle de la dette au porteur.

Art. 11. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Art. 12. Il est alloué une commission de 0,90 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, banques d'épargne et agents de change visés à l'article 5 ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 0,70 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Het op 16 oktober 1996 niet afgeloste kapitaal is op die datum terugbetaalbaar tegen pari van de nominale waarde.

De aflossingsdotaties van deze lening mogen samengevoegd worden met deze van andere leningen, uitgegeven tegen dezelfde rentevoet en op dezelfde vervaldag terugbetaalbaar tegen pari en volgens dezelfde aflossingsmodaliteiten.

Art. 4. Mits een, bij ministerieel besluit, in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken opzegging van één maand, behoudt de Staat zich het recht voor het niet afgeloste kapitaal vervroegd terug te betalen tegen :

- 102 pct. op 16 oktober 1993;
- 101,25 pct. op 16 oktober 1994;
- 100,75 pct. op 16 oktober 1995.

De ter vervroegde terugbetaling ingediende obligaties moeten voorzien zijn van de op de datum van opvorderbaarheid van het kapitaal niet vervallen rentecoupons; het bedrag der ontbrekende coupons wordt aan de Schatkist vergoed.

Art. 5. De openbare inschrijving op de lening wordt opengesteld op 3 oktober 1989; zij wordt afgesloten op 13 oktober 1989. Aan de inschrijving kan echter vóór laatstvermelde datum een einde worden gesteld.

De op de sluitingsdag ontvangen inschrijvingen mogen eventueel verhoudingsgewijze verdeeld worden; in dit geval, worden de door de inschrijvers te veel gestorte sommen hun zonder rentevergoeding terugbetaald.

De inschrijvingen worden aanvaard bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad, bij de in België gevestigde banken, spaarbanken en wisselagenten, alsmede bij de in België gevestigde financiële instellingen van de openbare sector die gemachtigd zijn om aan de plaatsing van de lening deel te nemen.

Art. 6. Het kapitaal van de lening kan eveneens vast afgestaan of in optie gegeven worden.

Art. 7. De uitgifteprijs zal door Onze Minister van Financiën ten laatste op 3 oktober 1989 vastgesteld worden. Hij is volledig te betalen op het ogenblik van de indiening der inschrijvingen, hetzij in speciën, hetzij overeenkomstig de in onderstaand artikel 8 bepaalde modaliteiten, in obligaties van de Staatslening 1980-1984-1989, terugbetaalbaar op de eindvervaldag per 15 oktober 1989.

Art. 8. De ter betaling van inschrijvingen neergelegde obligaties van de Staatslening 1980-1984-1989 dienen aangeboden te worden alle coupons afgeknipt.

Zij worden aanvaard tegen 101,50 pct. van hun nominale waarde en geven recht op :

- 1° een zelfde nominaal kapitaal van de nieuwe lening;
- 2° de betaling in speciën:
  - a) van de rente voor het laatste jaar;
  - b) van het verschil tussen de waarde van terugneming van de neergelegde obligaties en de uitgifteprijs van de nieuwe lening

Art. 9. Indien de uitgifteprijs van de nieuwe lening hoger is dan de waarde van terugneming van de neergelegde obligaties, dient het verschil door de inschrijver gestort te worden in speciën.

Art. 10. Toonderobligaties voorzien van zes jaarlijkse rentecoupons voor de vervaldagen van 16 oktober van de jaren 1990 tot 1995 — de rente voor het laatste jaar betaalbaar zijnde tegen aanbieding van de obligatie — zullen ten laatste op 16 januari 1990 aan de inschrijvers worden afgeleverd.

Deze obligaties dragen de naamstempel van de Minister van Financiën, alsmede die van de directeur-generaal van de thesaurie en van de inspecteur-generaal belast met de dienst van de schuld aan toonder. Zij worden voorzien van het zegel van het Ministerie van Financiën en van het visum van het Rekenhof. De coupons dragen de afdruk van de speciale controlestempel van de schuld aan toonder.

Art. 11. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

Art. 12. Aan de in artikel 5 bedoelde banken, spaarbanken en wisselagenten, alsmede aan de financiële instellingen van de openbare sector wordt een commissieloon van 0,90 pct. op het door hun toedoen ingetekend nominaal kapitaal toegekend.

Een commissieloon van 0,70 pct. mag aan de institutionele beleggers worden toegekend.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 3 octobre 1989.

Art. 14. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 1989.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 3 oktober 1989.

Art. 14. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F 89 — 1865

21 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal portant exécution de l'article 75, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 75, § 3;

Vu l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes, modifié par l'article 2 de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi;

Vu la Loi-programme du 6 juillet 1989, notamment l'article 62;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Communauté flamande;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les négociations au sein du Comité de Concertation Gouvernement-Exécutifs du 12 septembre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, tel que modifié par l'article 18 de la loi du 9 août 1980 et par l'article 10 de la loi du 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que ces modifications doivent être apportées sans tarder afin de permettre aux communes intéressées et à l'Agglomération bruxelloise de prendre les dispositions financières nécessaires;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.**

*Mode de calcul des créances irrécouvrables*

Article 1<sup>er</sup>. Les créances considérées comme irrécouvrables du Fonds d'aide au redressement financier des communes, créé par l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 et ci-après dénommé le Fonds, relatives aux communes, avec lesquelles le Fonds a conclu, en vertu de l'article 6 du susdit arrêté royal, une convention, sont fixés sur base d'une actualisation des soldes estimés de l'exercice propre à partir de 1989, chaque fois jusqu'à la fin de la période couverte par la convention.

**CHAPITRE II. — Montant des créances irrécouvrables.**

Art. 2. Les montants des créances irrécouvrables du Fonds sont fixés comme suit :

Anvers : 10 427,3 Mio F;  
Gand : 6 672,2 Mio F;  
Liège : 45 000,0 Mio F;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAARAMBT**

N. 89 — 1865

21 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 75, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 75, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel, van de gemeenten, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 27 maart 1986 houdende de toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning;

Gelet op de Programmawet van 6 juli 1989, inzonderheid op artikel 62;

Gelet op het advies van de Executieve van de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Executieve van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de besprekingen binnen het overlegcomité Regering-Executieven van 12 september 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd door artikel 18 van de wet van 9 augustus 1980 en artikel 10 van de wet van 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat deze wijzigingen onverwijld moeten worden ingevoerd ten einde de belanghebbende gemeenten en de Brusselse Agglomeratie in staat te stellen de nodige financiële schikkingen te nemen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I**

*Berekeningswijze van de oninbare schuldvorderingen*

Artikel 1. De als oninbaar beschouwde schuldvorderingen van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, opgericht bij koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 en hierna het Fonds genoemd, op de gemeenten, waarmede het Fonds krachtens artikel 6 van het voornoemd koninklijk besluit een overeenkomst heeft afgesloten, zijn vastgelegd op basis van een actualisatie van de geraamde resultaten eigen-dienstjaar vanaf 1989, telkens voor de duur van de conventieperiode.

**HOOFDSTUK II. — Bedrag van de oninbare schuldvorderingen**

Art. 2. De bedragen van de oninbare schuldvorderingen van het Fonds zijn vastgelegd als volgt :

Antwerpen : 10 427,3 Mio F;  
Gent : 6 672,2 Mio F;  
Luik : 45 000,0 Mio F;